

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/200069]

8 JANVIER 2015. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté royal du 25 avril 2014 relatif à l'identification et l'enregistrement des chiens et l'arrêté ministériel du 25 avril 2014 relatif à l'identification et l'enregistrement des chiens

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux, notamment l'article 7, remplacé par la loi-programme du 22 décembre 2003 et complété par la loi du 27 décembre 2012;

Vu l'arrêté royal du 25 avril 2014 relatif à l'identification et l'enregistrement des chiens;

Vu l'arrêté ministériel du 25 avril 2014 relatif à l'identification et l'enregistrement des chiens;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 17 novembre 2014;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 novembre 2014;

Vu l'avis 56.868/VR du Conseil d'Etat, donné le 18 décembre 2014, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'urgence en ce qu'il est nécessaire de modifier l'arrêté royal du 25 avril 2014 et l'arrêté ministériel du 25 avril 2014 avant leur entrée en vigueur fixée au 29 décembre 2014, aux fins, entre autres, d'adapter l'enregistrement des chiens en Région wallonne dès le 1^{er} janvier 2015 et de rendre ces textes praticables par les différents intervenants;

Sur la proposition du Ministre du Bien-être animal;

Après délibération,

Arrête :

*CHAPITRE 1^{er}. — Modifications de l'arrêté royal du 25 avril 2014
relatif à l'identification et l'enregistrement des chiens*

Article 1^{er}. L'article 1^{er} de l'arrêté royal du 25 avril 2014 relatif à l'identification et l'enregistrement des chiens est complété par le 7^o rédigé comme suit :

« 7^o Passeport : le document visé à l'article 21, § 1^{er}, du Règlement (UE) n^o 576/2013 du Parlement européen et du Conseil du 12 juin 2013 relatif aux mouvements non commerciaux d'animaux de compagnie et abrogeant le Règlement (CE) n^o 998/2003. ».

Art. 2. A l'article 5 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 1^{er}, la phrase « Le Ministre fixe les conditions auxquelles le certificat d'identification répond. » est abrogée;

2^o au paragraphe 2, la phrase « Le Ministre fixe les conditions auxquelles le passeport et le certificat d'enregistrement répondent. » est abrogée.

Art. 3. Dans l'article 7, § 2, du même arrêté, l'alinéa est complété par les mots « comme des transpondeurs élaborés permettant une grande traçabilité des animaux ».

Art. 4. Dans l'article 15 du même arrêté, les mots « et mentionne le numéro du transpondeur dans le passeport », sont abrogés.

Art. 5. L'article 18 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 18. Au moment de l'identification ou, pour un chien provenant de l'étranger, au moment du contrôle du transpondeur, le vétérinaire remet un passeport au responsable. ».

Art. 6. L'article 22 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 22. Le certificat d'enregistrement est constitué d'une étiquette autocollante que le responsable colle à la rubrique XII « Divers » du passeport correspondant. ».

Art. 7. Dans l'article 23 du même arrêté, le paragraphe 3 est abrogé.

Art. 8. Dans l'article 24 du même arrêté, les mots « à l'exception du nom du chien et de la couleur et du type du pelage, » sont abrogés.

Art. 9. Dans l'article 34, § 1^{er}, du même arrêté, la phrase « Le Ministre fixe les conditions auxquelles la fiche refuge répond. » est abrogée.

Art. 10. A l'article 35 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. En cas de remplacement de passeport d'un chien enregistré, le vétérinaire communique les nouvelles données dans les huit jours au service public compétent pour le bien-être animal au moyen de la fiche "Remplacement du passeport". »;

2^o le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. La fiche « Remplacement de passeport » peut exister aussi bien sous forme papier que sous forme électronique. ».

Art. 11. L'article 37 du même arrêté est abrogé.

Art. 12. A l'article 39 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « des passeports » sont abrogés;

b) le 4^o est remplacé par ce qui suit :

« 4^o l'enregistrement des données des chiens présents en Wallonie et de leurs responsables dans une base de données. ».

Art. 13. L'article 41 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 41. La gestion de l'enregistrement des chiens est financée par des cotisations forfaitaires. Ces cotisations sont payées au moment de la commande de certificats d'identification et de fiches "remplacement du passeport" et sont à la charge du propriétaire ou du responsable du chien. ».

Art. 14. Dans l'article 42 du même arrêté, le paragraphe 3 est abrogé.

Art. 15. Dans le même arrêté, il est inséré un article 42/1 rédigé comme suit :

« Art. 42/1. Le Ministre fixe les conditions auxquelles le certificat d'identification, le certificat d'enregistrement, la carte "Modification des données", la fiche "Refuges" et la fiche "Remplacement du passeport", répondent.

Il fixe le montant des cotisations forfaitaires qui financent l'enregistrement des chiens. ».

CHAPITRE II. — *Modifications de l'arrêté ministériel du 25 avril 2014
relatif à l'identification et l'enregistrement des chiens*

Art. 16. A l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 25 avril 2014 relatif à l'identification et l'enregistrement des chiens, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « à l'article 42 » sont remplacés par les mots « à l'article 42/1 »;

b) le 1^o est abrogé;

c) au 3^o, le montant « 10,20 » est remplacé par le montant « 11,64 ».

Art. 17. L'article 4 du même arrêté est abrogé.

Art. 18. L'article 5 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 5. Le certificat d'enregistrement visé à l'article 22 de l'arrêté royal précité reprend les mentions suivantes :

1^o un en-tête avec la mention « Certificat d'enregistrement du chien »;

2^o le numéro d'identification du chien;

3^o le nom et l'adresse du responsable;

4^o le numéro de passeport tel que mentionné dans le document qui a permis de procéder au dernier enregistrement. ».

CHAPITRE III. — *Dispositions finales*

Art. 19. Le présent arrêté produit ses effets le 29 décembre 2014.

Art. 20. Le Ministre du Bien-être animal est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 8 janvier 2015.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports,
des Aéroports et du Bien-être animal,
C. DI ANTONIO

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2015/200069]

8. JANUAR 2015 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 25. April 2014 über die Identifizierung und Registrierung von Hunden und des Ministerialerlasses vom 25. April 2014 über die Identifizierung und Registrierung von Hunden

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 14. August 1986 über den Schutz und das Wohlbefinden der Tiere, insbesondere Artikel 7, ersetzt durch das Programmgesetz vom 22. Dezember 2003 und ergänzt durch das Gesetz vom 27. Dezember 2012;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 25. April 2014 über die Identifizierung und Registrierung von Hunden;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 25. April 2014 über die Identifizierung und Registrierung von Hunden;

Aufgrund des am 17. November 2014 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 27. November 2014 abgegebenen Gutachtens des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 18. Dezember 2014 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 3^o der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 56.868/VR des Staatsrats;

In Erwägung der Dringlichkeit, die darauf zurückzuführen ist, dass der Königliche Erlass vom 25. April 2014 und der Ministerialerlass vom 25. April 2014 vor ihrem auf den 29. Dezember 2014 festgelegten Inkrafttreten abzuändern sind, um unter anderem die Registrierung von Hunden ab dem 1. Januar 2015 in der Wallonischen Region anzupassen und dafür Sorge zu tragen, dass diese Bestimmungen von den jeweiligen Beteiligten angewandt werden können;

Auf Vorschlag des Ministers für Tierschutz;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Abänderungen des Königlichen Erlasses vom 25. April 2014 über die Identifizierung und Registrierung von Hunden*

Artikel 1 - Artikel 1 des Königlichen Erlasses vom 25. April 2014 über die Identifizierung und Registrierung von Hunden wird durch einen Punkt 7° mit folgendem Wortlaut ergänzt:

7° Ausweis: das in Artikel 21, § 1 der Verordnung (EU) Nr. 576/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 12. Juni 2013 über die Verbringung von Heimtieren zu anderen als Handelszwecken und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 998/2003 erwähnte Schriftstück.“

Art. 2 - Artikel 5 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 1 wird der Satz "Der Minister legt die Bedingungen fest, die die Identifizierungsbescheinigung zu erfüllen hat." gestrichen;

2° in Paragraph 2 wird der Satz "Der Minister legt die Bedingungen fest, die der Ausweis und die Registrierungsbescheinigung zu erfüllen haben." gestrichen.

Art. 3 - In Artikel 7, § 2 desselben Erlasses wird der Absatz wie folgt ergänzt: "wie leistungsfähige Transponder, die eine einwandfreie Rückverfolgbarkeit der Tiere ermöglichen".

Art. 4 - In Artikel 15 desselben Erlasses werden die Wörter "und gibt er die Nummer des Transponders im Ausweis an" gestrichen.

Art. 5 - Artikel 18 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 18 - Bei der Identifizierung oder falls es sich einen Hund aus dem Ausland handelt bei der Kontrolle des Transponders übergibt der Tierarzt dem Verantwortlichen einen Ausweis".

Art. 6 - Artikel 22 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 22 - Die Registrierungsbescheinigung besteht aus einem selbstklebenden Etikett, das der Verantwortliche in der Rubrik XII "Verschiedenes" des entsprechenden Ausweises einklebt".

Art. 7 - In Artikel 23 desselben Erlasses wird Paragraph 3 außer Kraft gesetzt.

Art. 8 - In Artikel 24 desselben Erlasses werden die Wörter "mit Ausnahme des Namens des Hundes und der Farbe und des Typs des Fells," gestrichen.

Art. 9 - In Artikel 34, § 1 desselben Erlasses wird der Satz "Der Minister legt die Bedingungen fest, die die Karte "Tierheim" zu erfüllen hat." gestrichen.

Art. 10 - Artikel 35 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° Paragraph 1 wird durch Folgendes ersetzt:

"§ 1. Im Falle eines Ersatzes des Ausweises eines registrierten Hundes übermittelt der Tierarzt die neuen Angaben innerhalb von acht Tagen dem für das Wohlergehen der Tiere zuständigen öffentlichen Dienst anhand der Karte "Ersatz des Ausweises".;

2° Paragraph 2 wird durch Folgendes ersetzt:

"§ 2. Die Karte "Ersatz des Ausweises" kann sowohl auf Papier oder in elektronischer Form bestehen".

Art. 11 - Artikel 37 desselben Erlasses wird außer Kraft gesetzt.

Art. 12 - Artikel 39 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

a) der Wortlaut "der Ausweise" wird gestrichen;

b) Punkt 4° wird durch das Folgende ersetzt:

"4° die Registrierung der Daten der Hunde in der Wallonie sowie deren Halter in einer Datenbank".

Art. 13 - Artikel 41 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 41 - Der Verwaltungsaufwand der Registrierung von Hunden wird durch pauschale Beiträge finanziert. Diese Beiträge werden im Rahmen der Anforderung von Identifizierungsbescheinigungen und von Karten "Ersatz des Ausweises" gezahlt und gehen zu Lasten des Besitzers oder des Halters des Hundes".

Art. 14 - In Artikel 42 desselben Erlasses wird Paragraph 3 außer Kraft gesetzt.

Art. 15 - In denselben Erlass wird ein Artikel 42/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 42/1 - Der Minister legt die Bedingungen fest, die die Identifizierungsbescheinigung, die Registrierungsbescheinigung, die Karte "Änderung der Angaben", die Karte "Tierheim" und die Karte "Ersatz des Ausweises" jeweils erfüllen muss.

Er bestimmt zudem den Betrag der pauschalen Beiträge, durch die die Registrierung der Hunde finanziert wird".

KAPITEL II — *Abänderungen des Königlichen Erlasses vom 25. April 2014 über die Identifizierung und Registrierung von Hunden*

Art. 16 - Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. April 2014 über die Identifizierung und Registrierung von Hunden wird wie folgt abgeändert:

a) der Wortlaut "in Artikel 42" wird durch den Wortlaut "in Artikel 42/1" ersetzt;

b) Punkt 1° wird außer Kraft gesetzt;

c) unter Punkt 3° wird der Betrag "10,20" durch den Betrag "11,64" ersetzt.

Art. 17 - Artikel 4 desselben Erlasses wird außer Kraft gesetzt.

Art. 18 - Artikel 5 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 5 - Die in Artikel 22 des Königlichen Erlasses angeführte Registrierungsbescheinigung umfasst folgende Angaben:

- 1° eine Kopfzeile mit dem Vermerk "Registrierungsbescheinigung des Hundes";
- 2° die Identifizierungsnummer des Hundes;
- 3° den Namen und die Anschrift des Verantwortlichen;
- 4° die Ausweisnummer wie in dem Dokument angegeben, anhand dessen die letzte Registrierung vorgenommen wurde".

KAPITEL III — *Schlussbestimmungen*

Art. 19 - Der vorliegende Erlass wird am 29. Dezember 2014 wirksam.

Art. 20 - Der Minister für Tierschutz wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.
Namur, den 8. Januar 2015

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen,
Flughäfen und Tierschutz

C. DI ANTONIO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2015/200069]

8 JANUARI 2015. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 april 2014 betreffende de identificatie en registratie van honden en het ministerieel besluit van 25 april 2014 betreffende de identificatie en registratie van honden

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren, inzonderheid op artikel 7, vervangen bij de programma-wet van 22 december 2003 en aangevuld bij de wet van 27 december 2012;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 april 2014 betreffende de identificatie en registratie van honden;

Gelet op het ministerieel besluit van 25 april 2014 betreffende de identificatie en registratie van honden;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 17 november 2014;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 27 november 2014;

Gelet op advies 56.868/VR van de Raad van State, gegeven op 18 december 2014, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid om het koninklijk besluit van 25 april 2014 en het ministerieel besluit van 25 april 2014 te wijzigen vóór hun inwerkingtreding op 29 december 2014 teneinde, o.a., de registratie van honden in het Waalse Gewest vanaf 1 januari 2015 aan te passen en deze teksten werkbaar te maken voor de verschillende interveniënten;

Op de voordracht van de Minister van Dierenwelzijn;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Wijzigingen in het koninklijk besluit van 25 april 2014 betreffende de identificatie en registratie van honden

Artikel 1. Artikel 1 van het koninklijk besluit van 25 april 2014 betreffende de identificatie en registratie van honden wordt aangevuld met een punt 7°, luidend als volgt :

"7° Paspoort: het document bedoeld in artikel 21, § 1, van verordening (EU) nr. 576/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 12 juni 2013 betreffende het niet-commerciële verkeer van gezelschapsdieren en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 998/2003."

Art. 2. In artikel 5 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 wordt de zin "De Minister bepaalt de voorwaarden waaraan het identificatiecertificaat voldoet." opgeheven;

2° in paragraaf 2 wordt de zin "De Minister bepaalt de voorwaarden waaraan het paspoort en het registratiecertificaat voldoen." opgeheven;

Art. 3. In artikel 7, § 2, van hetzelfde besluit wordt het lid aangevuld met de woorden "zoals de uitgewerkte microchips die een grote traceerbaarheid van de dieren toelaten".

Art. 4. In artikel 15 van hetzelfde besluit worden de woorden "en vermeldt het chipnummer in het paspoort", opgeheven.

Art. 5. Artikel 18 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"Art. 18. Op het ogenblik van het inplanten of, voor een hond afkomstig uit het buitenland, de controle van de microchip geeft de dierenarts het paspoort aan de verantwoordelijke".

Art. 6. Artikel 22 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"Art. 22. Het registratiecertificaat bestaat uit een zelfklevende etiket dat de verantwoordelijke op de rubriek XII "Allerlei" van het overeenstemmende paspoort kleeft."

Art. 7. In artikel 23 van hetzelfde besluit wordt paragraaf 3 opgeheven.

Art. 8. In artikel 24 van hetzelfde besluit worden de woorden "met uitzondering van de naam van de hond en kleur en type van de vacht," opgeheven.

Art. 9. In artikel 34, § 1, van hetzelfde besluit wordt de zin "De Minister bepaalt de voorwaarden waaraan de asielfiche voldoet." opgeheven.

Art. 10. In artikel 35 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt :

" § 1. In geval van vervanging van het paspoort van een geregistreerde hond deelt de dierenarts de nieuwe gegevens binnen acht dagen mee aan de overheidsdienst bevoegd voor dierenwelzijn door middel van de fiche "Vervanging paspoort".";

2° paragraaf 2 wordt vervangen als volgt :

" § 2. De fiche "Vervanging paspoort" kan zowel onder papieren als onder elektronische vorm bestaan.".

Art. 11. Artikel 37 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 12. In artikel 39 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) het woord "paspoorten" wordt opgeheven;

b) punt 4° wordt vervangen als volgt :

"4° het registreren van de gegevens van de honden aanwezig in Wallonië en van hun verantwoordelijken in een databank".

Art. 13. Artikel 41 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"Art. 41. Het beheer van de registratie van de honden wordt gefinancierd door forfaitaire bijdragen. Deze bijdragen worden betaald op het moment van de bestelling van de identificatiecertificaten en fiches "Vervanging paspoort" en komen ten laste van de eigenaar of de verantwoordelijke van de hond.".

Art. 14. In artikel 42 van hetzelfde besluit wordt paragraaf 3 opgeheven.

Art. 15. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel 42/1, luidend als volgt :

"Art. 42/1. De Minister bepaalt de voorwaarden waaraan het identificatiecertificaat, het registratiecertificaat, de kaart "Wijziging gegevens", de "asielfiche" en de fiche "Vervanging paspoort" voldoen.

Hij bepaalt het bedrag van de forfaitaire bijdragen die de registratie van de honden financieren".

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen in het ministerieel besluit van 25 april 2014
betreffende de identificatie en registratie van honden*

Art. 16. Artikel 1 van het ministerieel besluit van 25 april 2014 betreffende de identificatie en registratie van honden, wordt gewijzigd als volgt:

a) de woorden "in artikel 42" worden vervangen door de woorden "in artikel 42/1";

b) punt 1° wordt opgeheven;

c) in punt 3 wordt het bedrag "10,20" vervangen door het bedrag "11,64".

Art. 17. Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 18. Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"Art. 5. Het registratiecertificaat bedoeld in artikel 22 van voornoemd koninklijk besluit bevat de volgende gegevens :

1° een opschrift met de vermelding "Registratiecertificaat van de hond";

2° het identificatienummer van de hond;

3° de naam en het adres van de verantwoordelijke;

4° het paspoortnummer zoals vermeld in het document waarmee de laatste registratie is gebeurd".

HOOFDSTUK III. — *Slotbepalingen*

Art. 19. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Art. 20. De Minister van Dierenwelzijn is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 8 januari 2015.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer,
Luchthavens en Dierenwelzijn,

C. DI ANTONIO

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/207834]

2 OCTOBRE 2014. — Arrêté ministériel portant transfert de crédits entre les programmes 01, 02, 04 et 11 de la division organique 15 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2014

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Infrastructures sportives,
délégué à la Représentation à la Grande Région,

Vu le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement wallon, notamment l'article 26;

Vu le décret du 11 décembre 2013 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2014, notamment l'article 5;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 1^{er} octobre 2014;

Considérant la nécessité de transférer des crédits d'engagement à l'article de base 12.04 du programme 01 de la division organique 15 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2014, afin de financer des politiques informatiques,

Arrêtent :

Article 1^{er}. Des crédits d'engagement à concurrence de 829 milliers d'EUR sont transférés des programmes 02, 04 et 11 de la division organique 15 au programme 01 de la même division organique.